

Page Personnel

Siege Social : 163, avenue Achille Peretti - 92200 Neuilly-sur-Seine
Tel : 01 78 99 49 49 Fax : 01 78 99 49 91

SAS au capital de 1 000 000 F - R.C.S. Nanterre 399 256 890 - SIRET 399 256 890 01017 - Code APE : 7820Z
TVA Intracommunautaire : FR 35 399 256 890 - Garantie financière : QBE Insurance (Europe) Limited - 21, rue Balzac
75406 Paris Cedex 08 (Articles L. 1251-49 et suivants du Code du travail)

H.E. Ban Ki-moon
Secrétaire Général
Nations Unies
New York, NY 10017
USA

Le 31 mars à Neuilly,

Objet: Lettre d'adhésion au Global Compact

Honorable Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous confirmer que Page Personnel France soutient les dix principes du Global Compact des Nations Unies concernant les droits de l'homme, les normes internationales du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Par cette lettre, nous exprimons notre volonté d'intégrer ces principes dans la stratégie de notre entreprise, sa culture, ses opérations quotidiennes, et de les faire progresser dans notre zone d'influence. Egalement, de participer à des projets collaboratifs faisant progresser les objectifs de développement plus larges des Nations Unies. Page Personnel France fera une déclaration publique de cet engagement à ses parties prenantes.

Nous convenons également que l'une des obligations qui conditionne notre participation au Global Compact est la publication annuelle d'une Communication sur le Progrès (COP), décrivant les efforts de notre entreprise dans l'intégration des 10 principes. Nous nous engageons donc à publier nos progrès dans un délai d'un an maximum à compter de notre date d'adhésion, et par la suite annuellement, en conformité avec les directives pour les Communications sur le progrès.
Cette COP contiendra trois éléments :

1. Le renouvellement signé du dirigeant envers le Global Compact et ses principes (document distinct de la présente lettre)
2. Une description des actions pratiques (politiques, procédures, activités) que l'entreprise a prises ou planifiées pour intégrer les thèmes des droits de l'homme, des normes internationales du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.
3. Une mesure des résultats des actions entreprises, ou des objectifs chiffrés.

Meilleures salutations,

Fabrice Lacombe
Président

